



CLASSIQUES
GARNIER

Édition de BAGULEY (David), « Chronologie historique de la France (1848-1852) », *La Fortune des Rougon. Œuvres complètes - Les Rougon-Macquart. Histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire – I*, ZOLA (Émile), p. 497-504

DOI : [10.15122/isbn.978-2-8124-3440-2.p.0497](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-8124-3440-2.p.0497)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2015. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

CHRONOLOGIE HISTORIQUE DE LA FRANCE (1848-1852)

1848

- 22-24 février Journées révolutionnaires à Paris qui renversent la Monarchie de Juillet.
- 24 février Abdication de Louis-Philippe ; formation d'un gouvernement provisoire.
- 25 février Proclamation de la République ; mesures politiques et sociales : suffrage universel, liberté de réunion, liberté de la presse, enseignement primaire gratuit et obligatoire, abolition de l'esclavage, droit au travail, législation du travail, réduction de la durée du travail.
- 26 février Décret abolissant la peine de mort en matière politique.
- 27 février Le gouvernement provisoire crée les Ateliers nationaux pour employer les chômeurs.
- 2 mars Loi des 10 heures journalières de travail maximum à Paris, 11 en province.
- 4 mars Loi sur la presse (fin du cautionnement et de la taxe).
- 17 mars À Paris, manifestation des républicains de gauche pour obtenir le report des élections à l'Assemblée nationale.
- 27 avril Décret d'abolition de l'esclavage.
- 4 mai La Constituante proclame officiellement la deuxième République.

- 15 mai Échec du coup de force de la gauche républicaine pendant une journée de soutien à la Pologne. Arrestation de Barbès, Blanqui, et Raspail.
- 4 juin Élections complémentaires à la Constituante. Succès de la droite monarchiste et de la gauche républicaine : Thiers, Louis-Napoléon Bonaparte, Proudhon, Pierre Leroux sont élus.
- 23-26 juin « Journées de juin » à Paris ; répression sanglante par l'armée commandée par le général Louis Eugène Cavaignac qui a reçu les pleins pouvoirs (6000 morts : 4000 civils, 2000 militaires, 1500 fusillés).
- 28 juin Le général Louis Eugène Cavaignac devient président du conseil des ministres jusqu'à l'élection d'un Président de la République.
- 17 et 18 septembre Élections complémentaires à l'Assemblée nationale. Louis-Napoléon Bonaparte est réélu dans 5 départements.
- 6 octobre L'Assemblée décide de l'élection du Président de la République au suffrage universel (masculin).
- 4 novembre Vote de la Constitution : promulgation de la Constitution de la Seconde République : le pouvoir législatif est exercé par une Assemblée et le pouvoir exécutif par un président non rééligible, tous deux élus au suffrage universel.
- 10 décembre Élection présidentielle, victoire de Louis-Napoléon Bonaparte.
- 20 décembre Louis-Napoléon Bonaparte proclamé président de la République ; Odilon Barrot forme un gouvernement conservateur, composé de monarchistes.

1849

- 7 avril L'Assemblée nationale décide que le pouvoir législatif n'aura qu'une seule chambre
- 25 avril-juillet Sous l'influence du parti de l'Ordre, la République française organise l'Expédition de Rome pour réinstaller le pape Pie IX, qui avait été chassé par les républicains romains.
- 30 avril Attaque d'Oudinot contre Rome.
- 13-14 mai Élection de l'Assemblée législative : le « parti de l'ordre » (royalistes et bonapartistes) a la majorité absolue. Mais 80 républicains modérés et 180 démocrates-socialistes de La Montagne élus.
- 2 juin Deuxième expédition d'Oudinot pour restituer Rome au pape.
- 13 juin Échec de la manifestation de la gauche républicaine à Paris pour protester contre l'attaque de Rome (commencée le 3 juin).
- 30 juin-3 juillet Prise de Rome.
- 3 juillet L'armée française entre dans Rome et en chasse le gouvernement républicain.
- 27 juillet Loi sur la presse (1849), très restrictive.
- 7 septembre Crise politique entre le gouvernement (dépendant de l'Assemblée) et Louis-Napoléon Bonaparte qui condamne la politique de réaction menée par Pie IX à Rome.

1850

- 10 mars Élections législatives partielles.

15 mars	Loi Falloux sur l'enseignement.
31 mai	Loi qui restreint le suffrage universel.
juillet	Tournée de Louis-Napoléon en province.
16 juillet	Nouvelle loi sur la presse (1850), restrictive.
26 août	Mort de Louis-Philippe.

1851

24 janvier	Nouveau ministère avec des hommes du président.
19 juillet	L'Assemblée rejette le projet de révision de la Constitution permettant la rééligibilité du président.
20 août	Première réunion à St-Cloud des chefs bonapartistes (dont Morny, Persigny et Rouher) pour préparer le Coup d'État qui est prévu pour la fin septembre.
4 octobre	Louis-Napoléon Bonaparte propose d'abroger la loi électorale du 31 mai 1850 restreignant le suffrage universel.
27 octobre	Le bonapartiste général de Saint-Arnaud est nommé ministre de la Guerre dans le dernier ministère avant le coup d'État.
6 novembre	Proposition des questeurs.
13 novembre	L'Assemblée législative rejette l'abrogation de la loi électorale du 31 mai 1850 demandée par le président de la République
17 novembre	Louis-Napoléon se déclare favorable au rétablissement du suffrage universel masculin ; proposition des questeurs repoussée par l'Assemblée.
2 décembre	Coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Dissolution de l'Assemblée législative et annonce de la préparation d'une nouvelle Constitution. Arrestation de 300 députés qui ont voté la déchéance du président de la République.

- Louis-Napoléon Bonaparte fait placarder à Paris et en province deux proclamations justifiant la dissolution de l'Assemblée nationale, le rétablissement du suffrage universel et la convocation du peuple pour approuver ces décisions.
- 3 décembre Tentative de la gauche parisienne de soulever les faubourgs populaires ; barricades dans Paris. Durs combats dans la capitale. 70 barricades dressées. 200 victimes de la fusillade des Boulevards. Fin de la révolte populaire contre le coup d'État. Formation d'un gouvernement bonapartiste avec Eugène Rouher et Morny. La nouvelle arrive dans le Var. Rassemblements républicains à Toulon et à Draguignan. Prise de pouvoir républicaine au Luc.
- 4 décembre Dans la soirée, la nouvelle du coup d'État arrive dans les bourgs situés sur les grandes routes dans le Midi ; dès le soir, les républicains ont pris le pouvoir à Brignoles, au Luc et à La Garde-Freinet ; le nouveau préfet, M. Pastoureau, arrive à Toulon. L'armée reprend le contrôle de Paris ; l'opposition est muselée.
- 5 décembre À Paris, les députés arrêtés le 2 décembre sont relâchés ; insurrection à Cuers où des coups sont échangés et un gendarme, le brigadier Lambert, est tué ; à 11 heures de soir, Pastoureau arrive de Toulon avec huit compagnies du 50^e, opérant un grand nombre d'arrestations et revenant à Toulon, le 6, dans l'après-midi, avec soixante-dix prisonniers ; la révolte d'Hyères est supprimée. Rassemblement républicain à Draguignan. Prise de pouvoir républicain à Cuers, Brignoles, Vidauban, La Garde-Freinet et levée en masse des localités avoisinant ces trois dernières communes.
- 6 décembre Les contingents des diverses communes (notamment de Brignolles, du Luc, du golfe de Grimaud et des Maures), convergent vers Vidauban. Prise de pouvoir républicain à Barjols. Insurrection des localités autour d'Aups. C'est

à Vidauban que Camille Duteil, rédacteur en chef du *Peuple*, journal démocrate socialiste de Marseille, est choisi comme « général » et commandant en chef de l'armée insurrectionnelle ; l'armée de la répression arrive au Luc.

7 décembre
[dimanche]

Duteil prend la décision d'aller vers le nord sous le prétexte d'aider les insurgés des Basses-Alpes ; le soir et le lendemain, on bivouaque à Salernes. Partie de Vidauban, la colonne insurrectionnelle marche sur Draguignan, mais s'arrête à Lorgues et bifurque vers Salernes où elle arrive vers 11 h du soir ; le colonel Trauers et le préfet Pastoureau quittent Toulon avec 15 compagnies du 50^e et 30 cavaliers et arrivent au Luc le soir.

8 décembre

L'état de siège est instauré dans 32 départements où il y a des soulèvements anti-bonapartistes ; rassemblement des insurgés au Luc et à La Garde Freinet, qui se rejoignent le soir à Vidauban ; insurrection des localités autour d'Aups. Le soir, l'avant-garde de la colonne est à Aups, où la rejoignent les insurgés des localités voisines. L'armée de la répression arrive à Draguignan ; une force armée, venue de Marseille, réoccupe Brignoles. Le 50^e de ligne est à Lorgues à 11 h, puis à Flayosc.

9 décembre

Les insurgés quittent Salernes dans l'après-midi et se portent sur Aups le soir, où il y a des renforts des villages. Le 50^e se repose à Draguignan.

10 décembre

L'armée quitte Draguignan au matin et arrive à Aups au milieu du jour. Le préfet Pastoureau et le colonel Trauers se mettent en marche avec 11 compagnies du 50^e de ligne, 50 gendarmes à cheval et 25 cavaliers du train. Les insurgés, dont le nombre dépassent 4 mille hommes, sont dispersés. Déroute épouvantable ; fuyards sabrés par la cavalerie. La chasse à l'homme commence dans les campagnes. Plus de 50 insurgés tués ; à peu près 80 prisonniers, dont certains sont exécutés. Duteil et la colonne varoise se réfugient à Nice après la défaite à Aups.

- 11 décembre Victor Hugo s'exile en Belgique pour fuir la répression contre les opposants au futur Napoléon III.
- 20-21 décembre Le plébiscite de 1851 ratifie le coup d'État par 92 % des suffrages exprimés.

1852

- 1^{er} janvier Louis-Napoléon Bonaparte quitte le palais de l'Élysée pour s'installer au palais des Tuileries, l'ancienne résidence des rois de France et résidence officielle de Napoléon I.
- 6 janvier La devise républicaine (« Liberté, Égalité, Fraternité ») est abolie.
- 9 janvier Publication d'un décret d'expulsion de France des députés républicains.
- 14 janvier Promulgation de la nouvelle Constitution. Rétablissement du suffrage universel. Le pouvoir exécutif est concentré pour dix ans entre les mains du président élu, qui a seul l'initiative des lois.
- 22 janvier Les biens de la famille de l'ex-roi Louis-Philippe I^{er} sont confisqués.
- 25 janvier Réorganisation du Conseil d'État.
- 2 février Mise en place du régime des avertissements pour la presse.
- 16 février La fête nationale est fixée le 15 août, jour de la St-Napoléon,
- 17 février Un décret présidentiel organise les « candidatures officielles » pour les élections.
- 29 février Élection du Corps législatif; victoire totale des candidats officiels, après une campagne électorale contrôlée par le prince-président et ses préfets.

- 25 mars Renforcement du pouvoir des préfets à qui revient le droit de décider de la nomination des maires, qui peuvent être choisis en dehors des conseils municipaux. Un décret interdit toute réunion de plus de 20 personnes.
- 27 mars Le régime d'exception est aboli.
- 9 octobre Discours de Bordeaux de Louis-Napoléon Bonaparte : « l'Empire, c'est la paix ».
- 7 novembre Sénatus-consulte (acte voté par le Sénat et ayant valeur d'une loi) révisant la Constitution et rétablissant l'Empire.
- 21-22 novembre Plébiscite qui ratifie le rétablissement de l'Empire (7,824,000 « oui », 253,000 « non », 2 millions d'abstentions).
- 2 décembre Proclamation du Second Empire, Louis-Napoléon Bonaparte devient Napoléon III.